

Yves PEDRAZZINI

Je ne connaissais que des pauvres, c'est-à-dire des gens dont la mort n'intéresse personne.
Céline

RESUMEN

En todo el mundo hay pobres y ricos, y hay pobres porque hay ricos, particularmente en las ciudades donde la fragmentación de los espacios refuerza las segregaciones sociales. La pobreza es absoluta cuando se expresa simultáneamente en el plano social y espacial, es por eso que las metrópolis no tienen compasión para los pobres. Y si bien la pobreza no es tan grande en Suiza que en Venezuela, la vivencia de un pobre en Suiza se relaciona con la de un pobre en Venezuela. En efecto, más allá que aquello que los diferencia esencialmente, sus situaciones son comparables. La urbanización en el mundo hace que los pobres de los países ricos, al igual que de los países pobres, pertenezcan al lado oscuro de la ciudad, aunque no sea sino parcialmente, a pesar que el Estado suizo tiene los medios de asistir mejor a sus pobres que el Estado venezolano.

LA VIE PRÉCAIRE (défaites et promesses)

COMMENTAIRES SUR LA PAUVRETÉ URBAINE

CONTEMPORAINE A PARTIR DE L'EXEMPLE DE

LAUSANNE, EN SUISSE

ARTÍCULOS

ABSTRACT

Worldwide, there are poor people and rich people. There are poor people because there are rich ones, particularly in the cities, where fragmentation of the space reinforces social segregation. Poverty is absolute when it is expressed in both spatial and social levels. That is the reason why there is no place for poor people in the metropolis. And, even if poverty is not as prevalent in Switzerland as it is in Venezuela, poor swiss people do not live that differently to poor venezuelans. It is possible to compare both situations, despite the essential differences. Because of the urbanization of the world, the poor people of rich countries, and the poor people of poor countries, belong to the same universe: the dark side of the city. This happens even though Switzerland has more resources and better public policies, than Venezuela, to help its poor people.

Palabras clave

Pobreza urbana, pobres en Venezuela, pobres en Suiza.

Key-words

Urban poverty, poor venezuelans, poor swiss people.

Recibido: 07-02-2000
Aceptado: 09-03-2000

■ 1/ INTRODUCTION

L'affaire ne fait aucun doute pour qui a eu la chance d'étudier le phénomène urbain dans des contextes apparemment aussi différents que la Suisse et le Venezuela: si la notion même de pauvreté est relative et sujet à discussion, on se rend compte en voyageant que, partout dans le monde, il y a des pauvres et il y a des riches, il y a des pauvres parce qu'il y a des riches, comme il est vrai qu'il n'y a de "noirs" que parce qu'il y a des "blancs". Et si la ville est un phénomène complexe, les dynamiques urbaines essentielles ne sont pas toujours les plus difficiles à saisir. Ainsi, fondamentales dans l'étude de la pauvreté, les dynamiques de ségrégation qui sont, dans toutes les grandes villes du monde, un paradigme particulièrement opérationnel!

Partant de ce postulat, toutes les observations que j'ai pu faire à partir de 1987 à Caracas¹ me furent d'un très grand secours quand j'ai commencé à travailler la question de la pauvreté en Suisse (Cunha, Leresche et Vez, 1998) —et dans ma ville natale, Lausanne— en pariant que ma pratique du *barrio* et de la métropole vénézuélienne, ainsi que de la "culture d'urgence" qui s'y développait (Pedrazzini et Sánchez R., 1992; 1994), était utile également dans le contexte lausannois. En effet, ces phénomènes "exotiques" me semblaient à l'évidence prémonitoires —étaient même, d'une certaine manière, un futur possible— de la Suisse ou de la vie d'une partie des Suisses du troisième millénaire; face à l'urgence spécifique qui est la leur, les pauvres urbains de Suisse cherchent, comme ceux du Venezuela, à améliorer leur situation au moyen de mille tactiques. Et, même si ces tactiques peuvent souvent nous paraître pleines de contradictions, elles font partie de

1/ Mon analyse des phénomènes de pauvreté urbaine puise à une double source —latino-américaine et européenne; ou plutôt, mon analyse de l'Europe découle aujourd'hui de mon expérience de l'Amérique Latine (Pedrazzini, 1994).

2/ En suivant Michel de Certeau (1980:75-94) on distinguera les tactiques des pauvres —que nous voyons comme une réponse précipitée à une situation d'urgence— de leurs stratégies, visant à la réalisation d'un projet (minimal —trouver du travail, une place à la crèche pour le bébé, suivre des cours d'anglais ou d'informatique, etc. —ou maximal— un projet de vie, immigrer, créer une micro-entreprise, trafiquer, etc.).

stratégies² familiales ou communautaires visant à sortir de la pauvreté ou, du moins, à éviter d'être emporté par la "spirale de la précarité" (Paugam, 1995:217) qui précipite à la suite travail, famille, amis, logement dans le provisoire et l'incertitude, en une dangereuse dynamique excluante.

Il est vrai que, face à ces problèmes, les pauvres peuvent compter en Suisse sur un certain appui de l'Etat. Les politiques publiques d'aide sociale destinées aux populations les plus défavorisées existent et, quelle que soit la critique qu'on puisse leur faire, elles ont au moins ce mérite. Malgré cela, derrière l'image connue d'une Suisse opulente et banquière, on découvre bien vite que les phénomènes contemporains de métropolisation, de ségrégation et de paupérisation n'épargnent pas plus sa population que celles des autres pays d'Europe. On pourrait même dire qu'en raison du coût élevé de la vie, les pauvres suisses sont plus démunis encore, d'autant plus que les allocations familiales sont pratiquement inexistantes et qu'en Suisse, on n'aide les gens qu'une fois qu'ils ont "plongé" dans la précarité et le désespoir. Et encore, pour une période limitée! En fin de compte, la Suisse n'est "la Suisse" que pour ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont de l'argent...

■ 2/ LA VILLE EST UN LIEU DE PRODUCTION DE LA PAUVRETÉ

Partout dans le monde, la ville, la métropole, est non seulement un lieu de civilité et d'innovation mais, avant tout, le lieu de production de la pauvreté et, en Occident plus particulièrement, de transformation des nouvelles formes de pauvreté en "exclusion sociale". C'est pourquoi, pour analyser la pauvreté urbaine en Suisse, il nous faut commencer par étudier les inégalités urbaines et savoir si le milieu urbain est forcément producteur de ségrégations sociales et spatiales, et de quelle façon la pauvreté est, dans une grande ville, de l'ordre du structurel et non pas du conjoncturel. Nous pensons que la pauvreté est dans la "nature" des villes contemporaines pour plusieurs raisons dont la première est le principe de division fonctionnelle du sol urbain. Mais cette division n'est pas une fatalité; elle résulte de certains choix politiques de division sociale. Ainsi, la question du logement populaire,

comme celle de la précarité, ne peut être abordée hors du contexte et de l'actualité idéologiques. En effet, la pauvreté urbaine (quand l'urbain est le facteur premier de paupérisation et d'exclusion), celle née du sous-emploi en tout cas, a toujours été une solution avant d'être un problème, la solution aux problèmes des riches qui est de s'enrichir encore, ou du moins de ne point s'appauvrir. Il s'agit d'une vérité éternelle mais dont les formes ont changé avec le temps. Pourtant, si l'objet "pauvreté urbaine" change, il nous faut oublier la façon dont il change, pour nous intéresser à ce vers quoi il change.

La ville effectivement se déplace. On a pu croire qu'elle se déplaçait —plus vite en Amérique Latine qu'en Europe— vers la métropole, c'est-à-dire vers "plus de ville". Ce n'est qu'en partie vrai. Elle se déplace en fait vers plus de ville et plus de pauvreté. La ville fracturée, la ville ségréguée et inégalitaire qu'est la métropole, ne saurait ainsi être analysée qu'à partir de la compréhension réelle de ses populations les plus défavorisées qui, si elles posent des problèmes, posent surtout des questions. De même qu'une civilisation antique a pu être analysée à partir de la relation existant entre hommes libres et esclaves, que le Moyen Âge a pu l'être à partir de celle liant religieux et profanes, l'ère capitaliste au moyen de l'observation des rapports de pouvoir et de travail opposant classes bourgeoises et ouvrières —la civilisation contemporaine doit être abordée à partir du fait social le plus significatif, à savoir l'existence dans les grandes villes des pays démocratiques de groupes sociaux toujours plus pauvres, plus démunis et plus nombreux, mais situés pourtant dans l'espace urbain. C'est en partant de ce constat primordial que nous pouvons comprendre vers quoi notre civilisation de dé-progrès est en marche et trouver les solutions à appliquer pour aller vers "autre chose", une démocratie réelle, par exemple, où les pauvres ne seraient pas des exclus, où tous les citoyens, fussent-ils sans abri, seraient invités à prendre part au dessin des nouveaux espaces —physiques et sociaux— de la ville. Pour l'instant, c'est le contraire qui se passe: la dynamique urbaine participe au processus de précarisation de certains groupes sociaux sans travail. Au principe relativement ordinaire aujourd'hui de déqualification professionnelle (mutations technologiques aidant), s'ajoute une disqualification sociale que la déstructuration sociale de la ville moderne, en faisant

disparaître les liens communautaires, a rendue possible. Être sans travail, être même sans profession, n'est "qu'un" problème économique facilement surmontable dans un contexte de grande solidarité familiale et de voisinage; il devient par contre insoluble quand il s'accompagne de la disparition des réseaux de sociabilité, dans la sphère du travail ou à l'échelle urbaine. C'est l'une des grandes différences entre "l'Occident" et "le Tiers-monde". Les quartiers populaires des villes du Sud ont, pour l'essentiel, pu préserver leurs réseaux "horizontaux" alors qu'ils ont presque disparus des grands ensembles puisque, en multipliant les techniques du progrès, la ville "moderne" a abandonné —sous prétexte de dysfonctionnement— les mécanismes "archaïques" de la vie communautaire. Ceux-ci auraient pourtant pu, paradoxalement, permettre la vraie modernité, qui est aujourd'hui inachevée par manque d'archaïsmes (quelque soit la façon dont on nomme cette sauvagerie que sont les relations familiales, amicales, amoureuses, la relation poétique au monde, au sacré, etc.). Il en va d'ailleurs déjà de même avec les mécanismes de socialisation que sont l'école (pour raison de désertion scolaire) et la famille (pour raison de fragmentation et de "dispersion") dans de nombreuses grandes villes du monde.

Autre processus né de l'évolution particulière de la société urbaine contemporaine: la pauvreté qui, longtemps, a été une affaire de famille, c'est-à-dire de classes sociales, est aujourd'hui largement un produit du déclasserement des travailleurs et des cadres. Ce déclasserement se fait à grande échelle et, s'il est bien une spécificité de notre époque, il n'en débouche pas cependant sur une «nouvelle pauvreté» mais seulement sur "encore d'autres pauvres", des pauvres en plus, venus s'ajouter aux "déjà pauvres", aux pauvres de toujours. Ces "nouveaux pauvres", comme on a appelé en Europe au début des années 90 ces convertis récents à la pauvreté, arrivent avec leurs modèles, leurs forces et leurs faiblesses, leurs tactiques et leurs stratégies et leurs aptitudes individuelles à vivre leur situation nouvelle. Il n'y a rien là de surprenant: le pauvre, qu'il soit nouveau venu dans le domaine ou pas, est un acteur social et il agit selon les dimensions habituelles des acteurs, son statut (ancien et nouveau), ses valeurs et modèles (modifiés ou pas) et ses projets (inchangés ou bouleversés). Pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans les

groupes sociaux urbains défavorisés, il faut quand même mettre ces dimensions individuelles de l'acteur plongé dans l'expérience de la précarité en relation avec les dimensions sociales donc collectives de la précarité urbaine, à savoir "la précarité professionnelle, la morbidité, l'instabilité conjugale, l'insuffisance de revenu, les difficultés financières, la médiocrité des conditions de logement et d'équipement du ménage, la faiblesse des réseaux sociaux (sociabilité familiale, relations d'entraide, participation à la vie associative)" (Paugam, Zoyem et Charbonnel, 1993). De plus, concernant les personnes "déclassées", il faudrait parler encore de l'impossibilité de garder un logement devenu onéreux et de profiter de l'accès à certains équipements urbains. Tous ces indicateurs sont des données sociales qui, si elles sont effectivement des expériences vécues par des individus qui leur donnent leur sens, n'en sont pas moins des indicateurs sociaux de la précarité, incompréhensibles sans référence à la précarité globale du monde urbain, instabilité d'une société doublement heurtée par les déstructurations du marché de l'emploi et des liens sociaux (Paugam, 1995:218).

A Lausanne, on peut résumer l'ensemble des facteurs à l'origine des processus de paupérisation récente à deux types de ruptures, affectant soit la situation professionnelle (perte de l'emploi, chômage prolongé, diminution du temps de travail ou du revenu, accidents de travail), soit la vie privée (divorce, mort du conjoint salarié, naissances), soit encore une conjonction de ces types de ruptures (un divorce mal vécu entraînant une dépression et une perte de l'emploi, un chômage prolongé débouchant sur des difficultés conjugales et une séparation), sachant que, dans presque tous les cas, "il existe un lien entre la précarité professionnelle et la faiblesse de la sociabilité (...). Le déclassé professionnel se conjugue alors à une désintégration familiale et approfondit le sentiment de culpabilité" (Paugam, 1995:219-221). De plus, il nous faut voir que cette conjonction de ruptures n'est pas sans influencer le rapport à l'environnement urbain, au quartier, au logement et l'usage des équipements urbains. En effet, la précarité économique prolongée peut amener plus ou moins rapidement les personnes à envisager de déménager, afin de trouver un appartement meilleur marché et pour cela se déplacer vers un quartier souvent moins agréable (ce n'est pas toujours le cas à Lausanne qui

est une petite ville où peu de quartiers sont à la fois stigmatisés comme "quartiers de pauvres" et éloignés du centre-ville). A ce propos, il faut bien être conscient que "l'aspect extérieur de l'habitat est un facteur très discriminant" (Paugam, 1995:224), comme le savent bien les habitants de tous les quartiers défavorisés de la terre!...

Au Venezuela, l'ampleur de la crise urbaine globale que nous avons nommé déstructuration urbaine fait que les problèmes individuels découlent presque toujours des problèmes de l'ensemble de la société (Sánchez R. et Pedrazzini, 1993). Au contraire, en Suisse, on peut faire la distinction entre les victimes de la crise urbaine et les victimes d'une crise "familiale", même si l'on postule la connexion entre l'une et l'autre. On met ainsi en avant le caractère non homogène des pauvres en milieu urbain et, par suite, de leurs stratégies et tactiques —dont, par exemple, le recours aux différentes formes d'aide sociale— motivées, elles aussi, par des situations très variées. Il faut toutefois se rappeler que le milieu urbain, même en Suisse, est dynamique et complexe mais fortement déterminant et qu'il est donc probable que toutes ces situations, malgré leur variété, puissent être évaluées en fonction de la dimension urbaine. Le "degré d'urbanité" du pauvre influe sur ses pratiques. S'il recourt à une aide sociale, le fait d'être assisté est globalement mieux accepté dans un milieu déstructurant et anonyme comme l'est une ville que dans un village, milieu fortement structurant et où "tout le monde se connaît". Mais dans tous les cas de figures, le recours à l'aide sociale reste la marque d'une société où les mécanismes de solidarité sociale institutionnels fonctionnent tant bien que mal, ce qui constitue une différence essentielle non seulement avec les pays du Tiers-monde, mais aussi d'autres pays "avancés" tels que l'Angleterre ou les Etats-Unis (Bordreuil, 1992).

Quelle que soit la particularité des trajectoires individuelles, la ville contemporaine fragilise les sociabilités, en favorisant le caractère "violent" de l'économie. A celle-ci, répondent plus ou moins tardivement —c'est-à-dire toujours après la rupture— les services sociaux qui, institutionnellement, remplacent des problèmes solubles par des solutions problématiques, telle que peut l'être par exemple une aide sociale synonyme de dépendance. Car il ne faut pas croire que les personnes en situation de pauvreté se précipitent vers les

services sociaux. Y recourir est pour la plupart des pauvres synonyme d'une défaite personnelle car, quand il y a recours à l'aide sociale, l'assisté considère presque toujours qu'il abandonne son destin aux mains des assistants. Dans les rares cas contraires, c'est que le capital culturel fonctionne comme substitut au capital financier et que l'aide sociale n'est considérée que comme une sorte de prêt bancaire. Dans ce cas, l'habitat n'est pas déqualificatif, car accepter un logement subventionné n'est que l'un des modes de s'abandonner froidement à l'aide sociale, sans culpabilité. Mais cette "froideur" dans la démarche assistantielle n'est de loin pas l'attitude de la majorité. La plupart des gens amenés à demander une aide aux services sociaux le font avec un malaise qu'ils ne parviennent pas toujours à expliquer mais qui a certainement à voir avec l'image négative des clients de la charité publique. Ce recours à la solidarité institutionnelle reste cependant pour beaucoup des personnes guettées par la désaffiliation le moyen de ne pas basculer dans cette société à part que l'on nomme le "quart-monde", sous-ensemble flou produit par les crises de la société post-industrielle mais réalité de moins en moins marginale en milieu urbain.

■ 3/ LA VILLE EST UN LIEU DE RUPTURES ET DE DISCONTINUITÉS SPATIALES

Notre intention n'est pas de fantasmer sur l'apparition d'une urban underclass en Suisse et à Lausanne, même si ce fantasme est à l'œuvre depuis quelques années en France, où les médias et les pouvoirs publics sont effrayés du désastre de l'intégration sociale. Nous éviterons donc de parler de ghettos, les quartiers populaires lausannois étant —comme "les banlieues" françaises— extrêmement différents des inner-cities noirs ou hispaniques des Etats-Unis. Cette différence existe à au moins cinq niveaux: la taille/la densité; la violence/la criminalité; la composition raciale; l'application de politiques urbaines; le niveau de pauvreté des secteurs sociaux abandonnés par les services de protection sociale (Wacquant, 1993). D'autres aspects permettent par ailleurs de différencier ces banlieues des quartiers populaires de Lausanne. La principale différence est que les habitants de ces quartiers n'ont pas le sentiment de vivre dans des quartiers particulièrement dégradés ou exclus. Mais peut-être que Lausanne est une ville trop petite pour connaître des problèmes de dualisation et de fragmentation territoriales. On peut ainsi admettre

l'absence de quartiers défavorisés à Lausanne, même si les gens en situation précaire entretiennent un rapport à l'espace de type particulier. Celui-ci n'est pas réductible à une version simplement altérée d'un rapport "normal" à l'espace (sous-entendu ceux qu'entretiennent avec les espaces urbains ceux qui ne sont pas en situation précaire), mais est un rapport nouveau. En cela, l'expérience que les pauvres ont de l'espace urbain ne saurait être ni la même ni du même genre que celle d'autres acteurs sociaux, les phénomènes de ségrégation qu'il reflète n'affectant pas évidemment de manière égale tous les habitants d'une même ville. C'est donc moins des quartiers de pauvreté dans la ville que des liens paradoxaux entre des groupes en situation précaire et leur environnement urbain quotidien qui existent à Lausanne. Ces liens créent évidemment des "zones" de précarité mais ces fragments de pauvreté éparpillés dans la ville ne la "racontent" pas, ni même ne raconte sa pauvreté. Ils ne font qu'illustrer les inégalités de la société urbaine lausannoise des années 90. A partir de là, l'analyse sociologique montre l'existence d'un "espace des conditions critiques" pouvant être considéré par les politiques comme un lieu où vivent des personnes en conditions difficiles et d'où émane, de fait, une critique au système prétendument démocratique. Par ailleurs, l'organisation spatiale urbaine "critique" le discours politique dominant qui affirme la continuité sociale de la démocratie libérale suisse. Le mythe voudrait que la société civile soit un dégradé de classes moyennes, alors qu'elle est en fait constituée de classes sociales toujours plus séparées. Cette dynamique de division entraîne aujourd'hui des ruptures du tissu social comme du tissu urbain.

Si on considère le champ des sociabilités, la rupture réelle est le moment où le cumul des disqualifications dépasse les moyens mis en place par un individu pour résister économiquement et socialement à l'anomie. Mais, pour que cette rupture soit totale, il faut qu'elle soit effective au niveau de l'habiter aussi, c'est-à-dire que son habitat, son quartier, soit lui aussi stigmatisé. Si ce n'est pas le cas, la personne vivant dans la précarité économique peut toujours espérer agir à partir de cette marge de manœuvre qu'est son logement. Une marginalisation n'est donc totale que si la personne vit dans un espace lui aussi marginal(isé), tel les ghettos noirs nord-américains ou, dans une moindre mesure, les barrios d'Amérique Latine. Dans le

cas contraire, il y a toujours insertion minimale via l'insertion spatiale (mon quartier, ma maison, ma chambre...) et la relation positive à l'espace urbain qui s'en suit. En continuant à vivre dans un espace qui nous paraît "lisible", nous pouvons continuer à avoir un rôle d'acteur et une expérience non traumatisante du monde. Mais dès que cette lisibilité s'amointrit, on ne "comprend" plus un monde où les rythmes sociaux sont pour l'essentiel calqués sur ceux du travail (et donc du loisir) et du pouvoir. L'ensemble de la ville devient alors flou et la perte de sens se propage rapidement à la vie quotidienne devenue "insensée". En Suisse, cette absence de signification est souvent compensée par les anti-dépressifs, la drogue ou l'alcool. La parfaite "compréhension" de son espace privé reste le meilleur moyen de résister à l'exclusion sociale qui passera de plus en plus souvent par la relégation spatiale. C'est pourquoi il est important que l'habitat et l'espace domestique apparaissent reposants ou sécurisants pour des personnes par ailleurs en situation globalement précaire.

■ 4/ LA PAUVRETÉ N'EST PAS UNE CULTURE POPULAIRE

Les espaces des pauvres sont-ils les lieux d'une sociabilité particulière, d'une culture spécifique que d'aucun ont appelé culture de la pauvreté (Lewis, 1961) ou culture du pauvre (Hoggart, 1970)? Si oui, la pauvreté est-elle une culture urbaine?

En Europe, la plupart des valeurs et pratiques qui fondaient les cultures populaires a été oubliée et, à cause de cet oubli, on a pu à un moment donné confondre les termes de culture populaire, de culture de la pauvreté et de culture ouvrière, toutes cultures de "gens de peu" (Sansot, 1991). Aujourd'hui, avec les phénomènes de mondialisation de l'économie et de fragilisation des industries locales, il y a au moins deux cultures de gens de peu, la culture des gens qui travaillent —et dont font partie même ceux qui ne gagnent pas suffisamment pour échapper à la pauvreté— et celle de ceux qui ne travaillent pas et qui risquent de "construire" une culture de l'exclusion signifiant une mise à l'écart plus ou moins définitive de la société. Car on ne peut plus parler des exclus comme de gens de peu, mais comme des "gens de rien", d'un rien économique mais aussi social, puisque bien que relativisé en tant que mode d'accomplissement de soi, le travail reste encore le référent majeur en Europe.

La culture des gens de rien est une culture de rien car ceux que l'on appelle les nouveaux pauvres ne se reconnaissent pas dans les traits généraux de la culture populaire, ouvrière ou de classe moyenne, et il faut bien parler d'une "non culture" de ces nouveaux pauvres. Contrairement à ce qu'on observe actuellement dans les barrios de Caracas où la précarité absolue débouche sur la création d'une culture d'urgence dont les valeurs et pratiques, si elles tendent à évoluer de plus en plus à l'écart de celles de la société formelle dominante, restent créatives et globalement positives, les personnes en situation précaire de Lausanne ne parviennent en général pas à refaire de la culture à partir de leur situation d'urgence et de précarité, puisque la "vraie" culture populaire locale, maintenant insatisfaite, est une culture de classes moyennes. Ils ne seront, pour cette raison, pas des pauvres mais forcément des exclus. Car c'est souvent dans l'imaginaire que les liens sociaux restent forts ou au contraire se défont et que l'on reste, indépendamment du niveau de ses revenus, un être socialement inséré ou non. Enfin, il faut s'interroger sur ce qui peut distinguer aussi radicalement, au sein d'une même pauvreté, des sous-groupes très différents, des "autonomes" (je m'en sors sans l'aide de personne) aux "assistés" (je ne m'en sortirai jamais), c'est-à-dire ce qui en fin de compte distingue une culture de la crise urbaine (vers une culture d'urgence active) d'une acculturation des classes défavorisées (vers une exclusion sociale de masse). Les promoteurs de la première sont en situation de projet et pensent l'avenir, quand les victimes de la seconde regrettent un passé meilleur ou en font encore les frais. C'est à la lumière de cette distinction sociale que l'on peut analyser l'auto-image des plus démunis: les exclus se voient avec le regard des autres, alors que les pauvres connaissent leur vraie valeur. Ainsi, les nouveaux pauvres —qui sont des exclus— sont finalement les moins novateurs, leurs valeurs regardant en arrière tandis que les pauvres "de tout temps" élaborent un système dans les interstices de la société urbaine. Et si la pauvreté s'affirme comme un puissant révélateur de l'inachèvement de la modernité dont nous parlions plus haut, elle joue aussi le rôle d'annonciateur de la période qui la suivra bientôt sans qu'elle ait abouti. Cette période (la post-modernité sans passer par la modernité?), comme toutes les périodes historiques, se reconnaîtra aussi à ses "constructions" typiques. En l'occurrence, il s'agira plutôt

de l'organisation de lieux et d'espaces. La modernité a échoué dans son projet le plus ambitieux, celui qui devait symboliser la réussite du mouvement global de rationalisation, de démocratisation et d'industrialisation: une ville, une urbanisation nouvelle, un projet dont la planification aurait dû permettre la parfaite réalisation et dont on doit aujourd'hui reconnaître l'échec total (seuls des segments de ville sont aujourd'hui planifiés). Pourtant, alors que les planificateurs demandent pardon pour leurs erreurs passées et tentent de corriger les espaces abîmés, ils continuent, par des actions sociales cette fois, à détruire d'autres vies ou les mêmes, noyant dans le fatalisme institutionnel le "malaise des banlieues" et le "drame du chômage".

Ces contradictions sont possibles parce que, depuis quelques décennies, "l'espace est devenu instrumental. Lieu et milieu où se déploient des stratégies, où elles s'affrontent, l'espace a depuis longtemps cessé d'être neutre, géographiquement et géométriquement. L'espace instrumental a d'abord permis la ségrégation généralisée, celles des groupes, des fonctions et des lieux" (Lefebvre, 1972:277). Hier le logement populaire était l'espace instrumenté de l'Etat; aujourd'hui, en Europe, c'est l'espace public qui est devenu son instrument favori, le lieu où il peut faire la preuve de ses bonnes intentions. C'est pour cette raison que les professionnels de l'espace doivent questionner ces chantiers et tous les autres endroits instrumentalisés, l'envers de ce décor public, les terrains vagues de l'exclusion sociale, les abribus, les ponts, les hospices, les trottoirs... Car l'instrumentation de l'espace urbain par les services de l'Etat n'a pas seulement permis la ségrégation mais l'a favorisée dans le passé et, même un peu, continue à le faire.

3/ Nous définirons ce projet moderne comme le projet d'une société de parvenir à la "modernité", celle-ci étant elle-même définie comme la réalisation de trois projets particulier:

1. La démocratie (égalité);
2. Croissance économique et industrialisation (progrès scientifique et technique);
3. Education pour tous (croissance du savoir et des connaissances).

L'espace de la ville aurait dû être le reflet du progrès social, mais il est devenu l'instrument de la planification de cette ségrégation, alors même que la crise économique, à l'œuvre en Europe dès 1975, paraissait devoir empêcher tout type de planification. C'est pourtant cet échec qui a permis le "renouveau" de la ségrégation urbaine, son actualisation et sa radicalisation, le passage d'un "amateurisme" de la division sociale au professionnalisme contemporain. Cet espace instrumental qu'est l'espace de la ville moderne délimite donc forcément une cartographie des espaces sociaux, des lieux de la richesse comme des lieux de la pauvreté. Le territoire est un produit social complexe composé d'espaces sociaux antagonistes et il est évident que nous n'allons pas vers une pacification des territoires les plus défavorisés de l'espace urbain. Au contraire, on pourrait même aller bientôt vers un affrontement réel entre territoires, la disqualification symbolique des habitants de certains lieux s'ajoutant aux carences effectives de ces lieux. Autrement dit, si jusqu'à présent à Lausanne, on ne pouvait constater aucune superposition des "lieux de l'exclusion" avec ceux de la disqualification économique (une telle superposition étant ce que l'on nomme aujourd'hui un ghetto), il y a de grands risques qu'une telle tendance se dessine ces prochaines années. Car si la taille relativement réduite d'une ville comme Lausanne ne permet pas la constitution de véritables ghettos (la composition ethnique étant une autre raison), qui peut dire ce qui arriverait en cas de croissance importante de la ville et de sa métropolisation? Il faut désormais agir à partir de cette certitude contemporaine: être urbain à l'aube du troisième millénaire, c'est prendre le risque d'être pauvre, de le devenir plus exactement, justement si l'on n'est pas né pauvre. On le voit bien à Lausanne dont la modernité est elle aussi un projet inachevé et qui ne risque guère d'aboutir prochainement³ ...

Le passage de cette modernité inaboutie à l'époque qu'est la nôtre est marqué par la crise. Cette crise, une crise urbaine centrale dans nos sociétés contemporaines et que l'on considère généralement du seul point de vue économique, est en fait une crise de civilisation, c'est-à-dire une crise multidimensionnelle s'exprimant aussi bien dans les champs culturel, moral, artistique, juridique que social et économique. Si les aspects les plus affectés par cette crise sont quand même le

travail salarié et la famille traditionnelle, c'est que ces deux domaines sont eux aussi multidimensionnels et qu'avec l'école, ils étaient les piliers de cette civilisation en crise et en voie de disparition. Dans les métropoles du monde entier, l'inachèvement du "projet moderne" est en effet flagrant: l'urbain est partout le lieu des inégalités, la désindustrialisation est largement en route, et le système éducatif ne parvient plus à apprendre à l'ensemble de la population l'usage des nouvelles techniques et des nouveaux savoirs. Le résultat est une société pré-moderne aux enclaves post-modernes: il y a maintenant des nouveaux pauvres et des nouvelles technologies, des sans-abri et des yuppies, des rois de la ferraille et des papes de l'informatique, des journaux vendus dans la rue et des télévisions par câble... Certaines personnes sont surqualifiées, d'autres sans formation, des populations entières sont sous-employées, sur-employées, mal employées... Des ingénieurs inventent des systèmes de guidage automatique des transports communs, des chômeurs dorment dans les couloirs du métro... La réalité quotidienne est duale, trop vraie pour certains, virtuelle pour d'autres. Un jour prochain, le seul réel sera celui des pauvres, les seuls à n'avoir pas les moyens de vivre de la virtualité. Ils seront les seuls mais ils seront sûrement très nombreux et aucune "ville intelligente" ne pourra être bâtie en les tenant à l'écart. En ce sens, il faut considérer la pauvreté comme une "expérience d'élucidation" des processus de ségrégation masquée des démocraties. On ne comprend pas les inégalités avant que l'on ne soit pauvre; la pauvreté rend tout d'un coup transparent le système social, surtout ce que le pouvoir veut en dissimuler le mieux: le fait que le régime démocratique produit aussi des hiérarchies et des inégalités. En cela, la pauvreté est aussi à considérer comme l'unique véritable expérience de la face détériorée de la ville et donc de la démocratie:

4/ Voir à ce sujet: Castells (1972); Castells, Cherki, Godard et Mehl (1978); Touraine (1984); Touraine, Wieworka et Dubet (1984).

la mauvaise nourriture, l'habitat vétuste ou mal équipé, les transports collectifs inconfortables et, peut-être aussi, une sexualité "bon marché" sont le lot des pauvres que les riches préfèrent ignorer...

Un autre problème s'inscrit en toile de fond: cette expérience de la pauvreté est plurielle et tous les pauvres ne vivent pas tous cette situation de la même manière. Pour ceux qui ont grandi dans la pauvreté, si leurs conditions de vie ne sont pas meilleures que celles de leurs parents —même si, jusqu'au début des années 90, le discours du progrès leur promettait le contraire— elles ne sont pas vécues dans le désespoir ni même subies. Par contre, ceux qui ont perdu leur travail et leur statut, vivent la pauvreté à la fois comme une régression économique et comme la perte du sentiment d'appartenir à la société. Eux vivent la pauvreté comme une exclusion.

Les conduites et attitudes de ces deux groupes sociaux pauvres, tentatives habiles ou maladroitement d'élucidation d'une conjoncture complexe, distinguent les individus et finalement les divisent en pauvres socialement "récupérables", ceux dont la pauvreté est en quelque sorte incluse historiquement dans le système social, et les pauvres "irrécupérables", ceux venus de classes moyennes et supérieures, qui ne font donc pas partie culturellement des classes populaires avec qui ils n'ont finalement en commun que la pauvreté économique; ils sont ainsi hors du social, sans modèles ni références. Résultat de cette dualisation de la pauvreté: les pauvres ne sont pas une communauté ni même un groupe, et ils n'ont pas de stratégies communes. Les premiers ont les stratégies héritées du temps où la classe ouvrière travaillait et s'en sortait; les seconds, même en négatif, n'ont pas d'identité collective. Pour eux, l'expérience de la pauvreté devient avant tout l'expérience pratique de la désorganisation du monde (Dubet, 1987), désorganisation autant sociale que spatiale. Le chômage est l'expérience personnalisée de la perte du sens commun: les lieux ne sont plus signifiants —les lieux de travail, les restaurants, les cinémas... Des faits d'actualité sont ainsi dévoilés: les grandes villes ne sont plus synonymes d'ascension sociale. Mais la compréhension de ces nouveaux modes de stratification sociale ne mènent pas à la constitution de nouveaux mouvements sociaux urbains et les "exclus" peinent généralement à s'organiser pour faire valoir leurs droits.⁴ Ils

sont pourtant toujours plus nombreux ces exclus, ceux de la modernité, ceux de la technologie et de la ville: chômeurs, vieux, jeunes, femmes divorcées, immigrés, clandestins, réfugiés, hors-la-loi, familles nombreuses ou monoparentales. Le désaccord avec «le pouvoir» subsiste pourtant, mais le projet a changé, à l'image de ce que l'on reproche au système: il est aujourd'hui moins question de le renverser (et encore moins de le changer pour un autre), que d'essayer d'y entrer.

Pourtant, si la pauvreté, nébuleuse hétérogène, ne saurait être considérée en soi comme un mouvement social, il n'est pas interdit de penser que l'on pourrait bientôt assister en Europe à l'émergence d'une nouvelle classe "sans travail", à la fois héritière dépossédée des anciennes classes ouvrières et produit de la déroute des cultures urbaines des classes moyennes et supérieures, déroute en fin de compte moins économique que sociale et culturelle (les modèles de substitution faisant encore plus défaut que l'argent). Mais en Suisse, où les ouvriers ont toujours cherché la négociation avec les patrons plutôt que les grèves et les combats de rue, on est encore loin de voir cette "classe" s'engager politiquement.

Sur le plan spatial, l'origine hétérogène des pauvres fait que la scène de la pauvreté n'est pas toujours aussi bien clairement située que l'on a bien voulu le croire. Les lieux de la pauvreté sont de plus en plus disséminés dans la ville, en fonction de la provenance sociale des pauvres qui y vivent. On ne s'accommode pas de la même manière des quartiers défavorisés que l'on en vient ou que l'on y arrive, que l'on en soit sorti ou pas. Cette problématique spatiale permet de poser la question de l'exclusion sociale qui, bien qu'explicitement placée sous le signe des appartenances sociales, n'en reste pas moins une question de ségrégation spatiale —être exclu de certains territoires, être confiné à certains autres, etc. (Bourdieu, dir., 1993:159-167). Ainsi, s'opèrent les renforcements des aspects les moins désirables d'une territorialisation urbaine. Les quartiers populaires ont été de tout temps à la fois les lieux de l'exclusion et des luttes contre cette exclusion. Mais la "post-modernité" (c'est-à-dire l'époque actuelle) a réaffirmé ce parage des exclus à la périphérie, tout en faisant éclater les réseaux de solidarité qui permettaient aux secteurs défavorisés d'y

faire face, ceux notamment du travail, et en désarticulant les espaces de la sociabilité, telle que la place du village. Elle a, de plus, en la médiatisant à outrance et en y répondant par le sentimentalisme ou la condescendance, réussi à transformer le dénuement des pauvres ou leur révolte orgueilleuse en spectacle et en "misère".

Le rapport du pauvre à l'environnement physique est de même nature que celui qu'il entretient avec l'environnement social: paradoxal. Il en fait partie tout en n'apparaissant pas formellement dans le paysage de la ville (Barel, 1982). Issus ou usagers des lieux urbains, son expérience de la pauvreté le voue à parcourir les non lieux de la surmodernité, à les traverser sans se les approprier s'il s'agit de non lieux valorisés (gares, aéroport, musées, centres commerciaux...), à s'y installer ou à en être peut-être l'unique résident, le seul à se les être appropriés, s'il s'agit de non lieux dévalorisés (quartiers précaires, terrains vagues, Atribus, cafés, rues...). La pauvreté correspond également à une réduction de la mobilité spatiale et sociale. Pour ne pas parler des vacances ou même des week-ends, les sorties en ville se font évidemment toujours plus rares. Le repli se fait alors à l'intérieur des "quartiers d'exil" (Dubet et Lapeyronnie, 1992). Obligé de reconsidérer sa perception des temps sociaux et des espaces publics, le nouveau pauvre assiste par ailleurs à la fragmentation de ses relations sociales. Mais cet éclatement intérieur des acteurs —effondrement, cassure— ne fait que refléter l'actuelle fragmentation de la société, les usures du monde (Derrida, 1993). Dans cette redistribution inégalitaire des espaces de la ville, on trouve aujourd'hui —en forçant le trait— des lieux pour des pauvres qui, s'ils ne couchent pas sous les ponts, n'en restent pas moins enfermés des journées entières chez eux ou dans les limites imposées par leur manque de moyens. Voilà peut-être d'ailleurs une autre différence entre nouveaux pauvres et "gens de peu". Les premiers sont confrontés à l'ennui que procurent les lieux de la consommation quand on n'a plus les moyens de se les approprier: ils deviennent ennuyeux parce qu'ils perdent leur sens qui était d'être "consommés". Au contraire, les lieux des pauvres "traditionnels" sont des territoires, ils ont été produits socialement par les groupes qui y sont installés et leur sens est connu de tous. Ce n'est pas un sens appauvri mais le sens de la pauvreté partagée.

Pour comprendre comment ce sens, ancien et renouvelé, du partage des lieux, des espaces de la pauvreté, quartiers pauvres et territoires de l'exclusion, il nous faut, à la manière d'un anthropologue, repenser l'espace de la ville comme production d'un groupe social particulier et analyser les modes de production territoriale des secteurs les plus pauvres en en intégrant les diverses expressions.⁵ Il nous faut donc établir ici quelques principes d'une anthropologie de la pauvreté, c'est-à-dire d'une science humaine de l'Autre, sachant que cet autre vit dans la même ville que nous, maintenant, en l'an 2000.

■ 5/ LE PAUVRE EN MILIEU URBAIN: UNE FIGURE PROCHE DE "L'AUTRE"

La pauvreté n'est pas toujours vécue comme une damnation, encore moins comme une défaite définitive. Pour comprendre pourquoi certains pauvres vivent leur situation apparemment sans états d'âme, pourquoi d'autres dépriment, certains autres tombent malades, pourquoi des gens résistent et d'autres se soumettent, pour comprendre enfin quels sont les pratiques, modèles et imaginaires de cette (nouvelle?) pauvreté qui —a priori— pourrait être le futur (sinon le destin) de chacun d'entre nous, il faut avoir recours à une approche personnalisée de ceux qui en sont les différentes figures. La distance entre une situation précaire et désespérée est souvent mince, le passage de l'une à l'autre se fait pour des raisons subtiles qu'il faut étudier de manière minutieuse, afin de ne pas perdre l'essentiel d'un mécanisme dont le plus important se niche parfois dans les détails.

Penser qu'est possible, voire nécessaire, une anthropologie de la pauvreté, c'est postuler qu'il y a, au-delà des détails de chaque individu, une "nature humaine de la pauvreté", du moins qu'il y a un

"fond commun humain" —anthropologique— aux pratiques et aux valeurs développées dans la pauvreté. Mais une telle anthropologie, à l'inverse, nous apprend aussi qu'il n'y a pas deux "pauvretés" qui soient exactement pareilles, et que les réponses données par les hommes à une situation de précarité ou —c'est encore différent— à une précarisation de leur situation varient en fonction des groupes sociaux ou ethniques auxquels ils appartiennent. Actuellement, la ville offre à tout individu la possibilité d'appartenir simultanément à de multiples groupes (groupe rock, équipe de basket, chorale...même parfois apparemment peu compatibles). Ceci ne fait évidemment que rendre cette anthropologie plus complexe mais plus nécessaire encore. En faisant le récit anthropologique de la pauvreté en milieu urbain, on parvient à comprendre de quelle manière la pauvreté —définie comme une combinaison problématique d'une situation professionnelle et d'une situation sociales difficiles— se vit au quotidien, et en quoi elle est autant l'apprentissage de milliers de gestes destinés à faire face à une situation inédite que la conséquence d'une réorganisation globale de l'économie mondiale et l'un des effets de la troisième révolution industrielle.

Mais on peut se demander en quoi l'anthropologie convient particulièrement à une étude de la pauvreté urbaine. Il y a à cela plusieurs raisons, dont nous empruntons l'exposé à Marc Augé, l'un des chefs de file de cette discipline en France. La première raison tient à la définition même de l'anthropologie: "La recherche anthropologique traite au présent de la question de l'autre. La question de l'autre n'est pas un thème qu'elle rencontre à l'occasion; il est son unique objet intellectuel, à partir duquel se laissent définir différents champs d'investigation. Elle en traite au présent, ce qui suffit à la distinguer de l'histoire. Elle en traite simultanément en plusieurs sens, ce qui la distingue des autres sciences sociales" (Augé, 1992:28). On voit bien la coïncidence de l'anthropologie avec notre projet: une étude de l'autre, du présent, et de ses sens "simultanés". Le pauvre est un "autre" dépossédé de tout exotisme mais dont l'étrangeté (qui, contrairement à celle de l'étranger, va en s'accroissant avec le temps) nécessite le regard de l'anthropologue. Cette étranger social est notre contemporain. Nous vivons des temps semblables, bien que sur des registres différents, en donnant à ces

5/ L'une d'elle est la violence dont on rend les pauvres responsables. Pourtant, à y regarder de plus près, on voit bien que l'affaire est plus complexe. Comme dans les émeutes de la faim et les pillages (Watts en 1965, South Central en 1992, et le 27-F à Caracas), la "violence des pauvres" est avant tout une critique de l'économie: "l'homme qui détruit les marchandises montre sa supériorité humaine sur les marchandises" (Debord, 1993:18).

temps (de crise urbaine) des sens opposés bien que simultanés. Augé précise encore que l'anthropologie "traite de tous les autres: l'autre exotique qui se définit par rapport à un "nous" supposé identique (nous Français, Européens, Occidentaux); l'autre des autres, l'autre ethnique ou culturel, qui se définit par rapport à un ensemble d'autres supposés identiques, un "ils" le plus souvent résumé par un nom d'ethnie; l'autre social: l'autre de l'intérieur (...); l'autre intime, enfin (...)", d'une "altérité complémentaire et, plus encore, constitutive de toute individualité" (Augé, 1992:28-29). L'autre, dans notre étude sur la pauvreté, est bien sûr tous ces autres à la fois. Nous le disions cependant non exotique. En fait, il y a évidemment de l'exotisme dans la pauvreté. C'est même ainsi que les non pauvres parviennent à se rassurer. Ainsi, même si nous cherchons à éviter de penser le pauvre à partir de ce qu'il n'est pas ou plus et non de ce qu'il est, nous le transformons quand même en sujet "tellement autre", en un autre "tellement exotique", qu'il en devient inapprochable. En revanche, penser cet autre comme "l'autre des autres" —moins ethnique que social dans le cas de Lausanne— est un bon angle d'attaque pour notre problématique, le pauvre étant moins défini comme «autre» par les faits et la réalité d'un espace métropolitain ségrégué que désigné ainsi par le regard de l'ensemble de ces "autres autres" que sont les Lausannois ne vivant pas pauvrement, n'habitant pas les lieux de la pauvreté et ne la connaissant pas ou ne la connaissant que de vue... Ce n'est d'ailleurs "pas l'anthropologie qui, lassé des terrains exotiques, se tourne vers des horizons plus familiers (...), mais le monde contemporain lui-même qui, du fait de ses transformations accélérées, appelle le regard anthropologique, c'est-à-dire une réflexion renouvelée et méthodique sur la catégorie de l'altérité" (Augé, 1992:35). Mais la piège est moins l'exotisme que la

6/ A l'inverse du Venezuela, où la pauvreté est l'expérience des "hyper-excès" de la modernité: explosion événementielle (une "révolution" tous les quarts d'heure), spatiale (densification ou éparpillement des barrios) et ultra-valorisation du référent populaire ("¡Soy del barrio!").

banalisation de cet autre pauvre. L'extériorité qui est forcément celle de tout individu non pauvre peut nous faire croire que, pour avoir tant "vu" les pauvres, sur le terrain au Venezuela, au Burkina Faso ou au Pakistan, ou ailleurs à la télévision, nous sommes capables de les reconnaître sans les connaître (comme nous le faisons de terrae incognitae telles que Haïti, l'Irak, la Somalie, le Rwanda...). C'est pourquoi, "si l'expérience lointaine nous a appris à décentrer notre regard, il nous faut tirer profit de cette expérience. Le monde de la surmodernité n'est pas aux mesures exactes de celui dans lequel nous croyons vivre, car nous vivons dans un monde que nous n'avons pas encore appris à regarder. Il nous faut réapprendre à penser l'espace" (Augé, 1992:49). La spatialisation de la pauvreté est à nouveau au cœur du problème et cette repensée de l'espace urbain nous permettra de comprendre en quoi la pauvreté est une culture urbaine et en quoi les pratiques sociales qui y sont associées sont inscrites dans des lieux —entreprise, habitat, rues, espaces de loisirs— dont la transformation influence à son tour les pratiques des pauvres. C'est en effet en analysant le lien entre les pratiques sociales de la pauvreté et l'espace urbain que nous pourrions comprendre pourquoi certaines expériences de la pauvreté sont des expériences de la désinsertion sociale, alors que d'autres, dans des conditions apparemment semblables, ne sont que des expériences d'une baisse de revenus.

Marc Augé parle des transformations de la surmodernité, dont les trois principales sont trois "excès" de modernité, la surabondance événementielle (trop d'histoire, trop de temps), la surabondance spatiale (trop de lieux, trop de non-lieux) et l'individualisation excessive des références (1992:35-56). Si nous considérons la pauvreté urbaine comme une expérience de la surmodernité, on peut dire que les ruptures sociales qu'elle signifie sont une mise à l'écart de ces excès et donc trois types de récession⁶:

1. la récession événementielle. Il ne se passe plus rien, l'ennui s'empare de la vie pauvre.
2. La récession spatiale: l'accès aux espaces de sociabilité se restreint, réellement ou symboliquement, le nombre des lieux connus et fréquentés diminue.
3. Les références individuelles ne sont plus valorisées, l'auto-estime est réduit. La seule autoréférence pratiquée à l'excès est celle concernant la

misère et la souffrance: bien sûr, beaucoup de gens souffrent, mais personne ne peut savoir comment je souffre, etc.

L'apprentissage du regard que demande la compréhension de cette surmodernité et l'accélération prise par les changements vécus par la ville ces dernières années est certainement facilité par la démarche anthropologique, puisqu'une compréhension de la pauvreté comme phénomène urbain passe obligatoirement par une nouvelle manière de penser le rapport des pratiques sociales de la pauvreté avec les nouveaux espaces de la ville, ceux que Augé nomme non lieux. A la progressive exclusion sociale des nouveaux pauvres correspond l'exclusion spatiale. Pas d'étude de la pauvreté sans étude des ségrégations spatiales: il faut repenser la ville en fonction de la nouvelle territorialisation dictée par les revenus. A Lausanne, comme à Paris, New York ou Rio, il est évident que cette pensée des lieux autres devra être apprise depuis les "territoires de la pauvreté", car ce que nous saurons de la ville d'ici quelques années, nous le tiendrons avant tout d'expériences radicales des autres telle que l'est la pauvreté. A Caracas, ce que l'on sait vraiment de l'urbain, on l'a appris des barrios. C'est pour cette même raison qu'il nous faut réapprendre à penser nos méthodes d'enquête sur ces espaces urbains, espaces publics mais surtout espaces privés et appropriés du pauvre.

La question qui vient maintenant à l'esprit est celle de savoir sur quelle réalité nous informe un pauvre, une expérience particulière de la pauvreté. N'est-elle pas trop minuscule? La vie d'un pauvre d'une rue de Lausanne nous informe-t-elle sur la vie d'un pauvre d'une autre rue de Lausanne? Peut-on, autrement dit, parler de la pauvreté et non des pauvretés lausannoises? Nous faisons le pari méthodologique que

7/ A savoir un phénomène "à l'interprétation duquel doivent être intégrés, comme le note Lévi-Strauss dans son "Introduction à l'oeuvre de Marcel Mauss", non seulement l'ensemble des aspects discontinus sous l'un quelconque desquels (familial, technique, économique) on pourrait être tenté de l'appréhender exclusivement, mais encore la vision qu'en a ou peut en avoir n'importe lequel des indigènes qui le vit. L'expérience du fait social total est

doublément concrète (et doublément complète): expérience d'une société précisément localisée dans le temps et dans l'espace, mais aussi d'un individu quelconque de cette société. Seulement, cet individu n'est pas n'importe qui: il s'identifie à la société dont il n'est qu'une expression, et il est significatif que, pour donner une idée de ce qu'il entend par un individu quelconque, Mauss recourt à l'article défini" (Augé, 1992:31-32).

chaque figure de la pauvreté est une expression d'un même phénomène social "total" au sens où les ethnologues des années 30 ont pu le définir.⁷ Ainsi nous dirons LE pauvre, et non pas un pauvre, non seulement "parce que nous l'appréhendons dans ses diverses dimensions individuelles, 'physique, physiologique, psychique et sociologique', mais parce que c'est une individualité de synthèse, expression d'une culture elle-même considérée comme un tout" (Augé, 1992:32). Bien évidemment, il nous faut adapter la citation ci-dessus à la réalité de la pauvreté lausannoise et à l'actuelle situation de fragmentation sociale de l'urbain au niveau mondial. Celle-ci a entraîné au moins deux expériences locales différenciées de la pauvreté: celle du pauvre et celle du nouveau pauvre ("exclu"). Ainsi, s'il est certain que l'expérience de cette pauvreté peut être celle d'une société précisément localisée dans le temps et l'espace, à savoir ce tournant de siècle urbain mondialisé, il est peut-être moins évident que tout individu vivant dans la pauvreté soit l'expression de la même "culture de pauvre" considérée comme un tout, soit qu'il en soit une expression personnalisée, soit que la culture du pauvre, à Lausanne ou ailleurs, ne soit qu'une construction arbitraire des sociologues...

■ 6/ LE PAUVRE EST UN ACTEUR SOCIAL URBAIN

Peut-on identifier la modernité "à la rationalisation ou, plus poétiquement, au désenchantement du monde?" (Touraine, 1992: 235). Ne pourrait-on pas dire que, plutôt que la modernité, c'est son inachèvement qui a désenchanté le monde, le monde enchanté du progrès, social et technologique? Le monde moderne aurait dû être magique à force d'être rationnel, progressif et démocratique, mais il n'en a rien été. Le projet moderne est resté en plans. Métaphore de cette modernité, la grande ville a toujours été le lieu de prédilection des inégalités sociales et l'endroit idéal pour se livrer à une puissante opération de désenchantement du monde. Les transformations contemporaines de l'environnement urbain ont partie liée avec l'émergence de la pauvreté moderne et il faut questionner explicitement le lien entre cette modernité forcement urbanisée et cette pauvreté croissante...

Dans la ville, phénomène technique et moderne à la fois, les conséquences de l'application politique d'un tel projet de domination globale de la civilité, sociabilité, émotivité des collectivités locales

sont évidemment nombreuses et importantes. Elles sont aussi diverses, et s'expriment à tous les échelons de la vie sociale. Toutes cependant expriment des contradictions inhérentes à un certain mode de gestion et d'exploitation —capitaliste, libéral, néo-libéral, néo-capitaliste, socialiste, communiste, sandiniste...—et finissent par générer des conflits sociaux évoquant des réalités d'ampleur inégale. C'est que l'inégalité est au centre de ce système, comme elle peut l'être dans la technique, la modernité et l'urbain. Ou plutôt faut-il parler des inégalités. Celles tout d'abord d'accès aux bénéfices de ce système, celles ensuite existant face au degré de soumission à son projet, celles enfin concernant le processus de décision quant à l'idéologie et au savoir de la société. Ces contradictions ne pourraient être qu'un stimulant de plus d'un système de production (donc de consommation) se voulant toujours plus performant. En fait, crise urbaine obligeant, elles ne deviennent plus que le moteur de la ségrégation et de l'exclusion, le principe de la division sociale, une fabrique de pauvres, de ventres vides...

Mais cette situation n'est pas figée. C'est à une dynamique de l'exclusion que nous sommes confrontés, et non un état des inégalités, une diversité sociale cruelle. Certains habitent des beaux quartiers et mangent au restaurant, d'autres vivent dans la rue et se réchauffent des raviolis en conserve sur des braseros, à même la boîte en fer blanc. Certains travaillent, d'autres pas. Certains poursuivent leurs études, d'autres non jamais rattrapé leur première primaire... Les choses sont ainsi. Mais c'est en changeant, en continu ou en rupture, que les choses sont devenues comme elles sont. Il a fallu que le système se transforme, que l'état des forces sociales se modifie, pour en arriver là. Évidemment, même face à cette dynamique d'exclusion, certains dominant l'idée de changement et le changement lui-même, d'autres en font les frais. Au niveau macro-social, le mouvement emporte et noie ceux qui n'ont pas réussi à s'accrocher ou à flotter et il permet à une élite, moderne, technocratique et urbaine de dessiner les grands axes du devenir collectif. Ce changement-là, piloté d' "en haut" par les décideurs, tient de moins en moins compte des pauvres, qu'il exclut, marginalise, oublie, laisse vivre leurs temps difficiles en espérant qu'ils gêneront le moins possible le "sens de l'histoire"...

Que font-ils alors, une fois exclus? Beaucoup n'ont pas le choix et s'estompent, disparaissent, rejoignant la foule des "invisibles", ceux que les gens affairés croisaient sans les voir et qu'aujourd'hui ils ne croisent même plus, puisque exclus et excluants se sont divisés tacitement la ville; s'ils se frôlent désormais, c'est par "erreur"... Et sinon? Si le changement social né de l'impulsion des dominants désireux que leurs intérêts matériels et immatériels leur survivent —l'expérience ayant prouvé qu'il n'est pas de meilleure manière de durer que celle consistant à changer, beaucoup en apparence, peu dans le fond— si ce changement donc ne signifie pour la majorité qu'une dégradation de leur situation, il faut préparer un autre changement, en dessous de ce macro-changement. Sans grand pouvoir, bon nombre de citoyens n'en sont pas moins acteurs, à un certain niveau de décision (ne serait-ce qu'au niveau familial). Ils peuvent donc parfaitement se donner les moyens d'être les acteurs et les décideurs d'un changement "à eux", un micro-changement qui transformera leur vie quotidienne et finira peut-être par perturber l'impassible pouvoir, peut-être même à le transformer.

C'est à ce niveau de décision, que les habitants des métropoles peuvent agir en ayant réellement un effet sur la qualité de leur vie. L'affrontement avec les décideurs ou la reconnaissance qui s'en suivra, seront les marques indélébiles qu'une parole a été inscrite dans les lieux. Ceux qui, jusque là, ne pouvaient que se lamenter de leur impossibilité de faire entendre leur voix particulière, sauront désormais que les vérités des possédants ne sont pas des lois et que la réalité est instable pour eux aussi. Quotidiennement, concrètement, et souvent difficilement, des acteurs généralement considérés comme des figurants de l'histoire, se chargent des "révolutions minuscules" et des rectifications élémentaires et nécessaires de leur environnement.

Le "terrain" de la pauvreté est aussi un moyen de comprendre le changement social à travers le prisme de l'environnement construit. La proximité plus ou moins grande des décideurs détermine d'autre part la relation entre changement local et global. Mais le pauvre — tant que la société ne l'a pas définitivement exclu— est un acteur. Que son isolement l'accule progressivement au silence, comme c'est

souvent le cas en Suisse, ou qu'il s'associe à d'autres pour agir ensemble, violemment parfois, comme on l'a vu au Venezuela ces dernières années, le pauvre est toujours un être humain doué de raison, d'imagination et, pour peu qu'il en ait l'occasion, d'une vision du monde qu'il nous faut apprendre à envisager.

■ 7/ CONCLUSION

La pauvreté n'est pas aussi grande en Suisse qu'au Venezuela. Mais le vécu d'un pauvre suisse n'est pas sans lien avec celui d'un pauvre vénézuélien. En effet, au-delà de ce qui les différencie essentiellement, leurs situations restent comparables car l'urbanisation du monde fait que les pauvres des villes des pays riches appartiennent, au même titre que ceux des pays pauvres, au côté obscur de la ville, même si ce n'est que partiellement. Quand il y a coïncidence des différentes manières d'être un pauvre (socialement, professionnellement, culturellement...), il y a alors probablement existence d'un ghetto ("misère du monde" petite ou grande, dirait l'équipe de sociologues dirigés par Pierre Bourdieu en 1993). C'est pour ça que les nouvelles frontières intérieures (Jazouli, 1992) sont celles qui passent désormais par les banlieues, les quartiers défavorisés, voire — comme nous avons pu nous en rendre compte à Lausanne — par certains appartements de certains immeubles, en contournant d'autres appartements, immeubles, quartiers ou banlieues, "reléguant" certains espaces tout en épargnant d'autres pourtant situés à proximité. C'est là aussi que se situent les plus grandes différences entre la Suisse et le Venezuela.

En Suisse, à Lausanne en tout cas, il faut renoncer à délimiter les territoires de la précarité comme les sociologues français ont pu le faire ou cru pouvoir le faire avec "les banlieues". A Lausanne, s'il est vrai qu'il y a une certaine misère, elle n'est pas spatialisée de façon homogène, elle est moins localisée que disloquée. C'est une misère qui est répandue sous le mode de l'éparpillement et non de la tache. La concentration des pauvres en des lieux particuliers n'y est pas effective et il serait abusif de parler de "cités déshéritées" (Paugam, 1995:223) pour désigner tout quartier de l'agglomération lausannoise. Les espaces où habitent une majorité de gens de revenus modestes ne parviennent pas à conformer de véritables "lieux de la

pauvreté" à Lausanne. En cela, ils n'ont donc même pas la chance de bénéficier d'une identité spatiale collective. La désaffiliation est aussi une marginalisation du point de vue de l'espace, car ce ne sont pas les quartiers qui sont ici en exil, mais certaines personnes y habitant et dont l'invisibilité en fait des clandestins légaux, des "disparus"...

A l'aube du troisième millénaire, nous devons malheureusement reconnaître que la pauvreté urbaine a encore de beaux jours devant elle: les villes croissent, attirent toujours plus d'individus et de familles dans la tourmente sociale et spatiale. Les métropoles sont sans pitié pour les pauvres; tel le Dieu Baal de Babylone, elles mangent leurs enfants dans l'indifférence générale. Au Venezuela, l'urbanisme des sans-pouvoir n'a pas résisté en décembre dernier aux forces de la nature et même les plus bolivariens de ses habitants n'ont pu s'opposer à elle. Derrière la Nature, ont cependant agité pendant quarante ans de "démocratie", des forces politiques de ségrégation, à l'origine des inégalités monstrueuses qui ont précipité finalement des dizaines de milliers de pauvres dans la boue et la mort. Fallait-il une tragédie de cette ampleur pour que l'on se rende compte qu'au malheur d'être né pauvre dans un pays du Sud s'est toujours ajouté celui de n'avoir pas de maison aux fondations solides ni de terrains stables pour la construire. A la lumière noire des événements de décembre 1999, trois remarques générales s'imposent:

1. La pauvreté est absolue quand elle s'exprime simultanément sur le plan social et spatial.
2. La Suisse et le Venezuela connaissent deux «types» de pauvreté très peu semblables en fin de compte: en Suisse, la pauvreté est un phénomène socio-économique que l'Etat parvient tant bien que mal encore à prendre en charge.
3. Au Venezuela, comme dans tous les pays d'Amérique Latine à l'exception notable de Cuba, l'Etat n'a pu affronter le cumul de handicaps sociaux, économiques et surtout spatiaux des pauvres. L'habitat des pauvres de Caracas, qu'on le veuille ou non, est globalement inadéquat.

On peut affronter ces problèmes techniquement, avec l'aide d'ingénieurs, d'architectes et d'urbanistes mais on ne pourra pas le résoudre sans que la société civile — et pas seulement son

gouvernement aussi social soit-il— ne se soit clairement prononcer et n'ait agit concrètement contre la discrimination des plus pauvres. Et il ne s'agit pas d'offrir des habits et du lait aux habitants des barrios le jour où le lit de la rivière démontée a tout emporté de leurs vies précaires. Il s'agit, quand les larmes et les pluies auront cessé, de construire ensemble une société juste socialement et spatialement. Ceci vaut pour le Venezuela, mais aussi pour la Suisse, même si on l'oublie trop souvent, à cause de son image grassouillette d'or et de chocolat...

BIBLIOGRAPHIE

AUGÉ, M.

1992

Non lieux: introduction à une anthropologie de la surmodernité.
Paris: Seuil.

BAREL, Y.

1982

La marginalité sociale.
Paris: PUF.

BOURDIEU, P. dir.

1993

La misère du monde.
Paris: Minuit.

BORDREUIL, J. S.

1992

"Hommes à la rue aux Etats-Unis: la crise des infrastructures de la ville".
Les Annales de la Recherche Urbaine n° 57/58, Paris, Plan Urbain, décembre-janvier.

CASTELLS, M.

1972

Luttes urbaines.
Paris: Maspéro.

CASTELLS, M.; CHERKI, E.;
GODARD, E. et MEHL, D.

1978

Crise du logement et mouvements sociaux urbains.
Paris: Mouton.

DE CERTEAU, M.

1980

L'invention du quotidien 1: Arts de faire.
Paris: UGE.

CUNHA, A.; LERESCHE, J.-Ph. et
VEZ, I.

1998

Pauvreté urbaine: le lien et les lieux.
Lausanne. Réalités Sociales.

DEBORD, G.

1993

Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande.
Paris: Jean-Jacques Pauvert.

DERRIDA, J.

1993

Spectres de Marx.
Paris: Galilée.

DUBET, F.

1987

La galère - jeunes en survie.
Paris: Seuil.

DUBET, F. et LAPEYRONNIE, D.

1992

Les quartiers d'exil.
Paris: Seuil.

HOGGART, R.

1970

La culture du pauvre.
Paris: Editions de Minuit.

JAZOULI, A.

1992

Banlieues: les nouvelles frontières intérieures.
Paris, Banlieuescopes.

LEFEBVRE, H.

1972

Espace et politique.
Paris: Anthropos.

LEWIS, O.

1961

Antropología de la pobreza.
México: Fondo de Cultura Económica.

PAUGAM, S.

1995
 "L'habitat socialement disqualifié".
 In Ascher, F. (coord.), *Le logement en questions, La Tour d'Aigues*, Editions de l'Aube.

PAUGAM, S.; ZOYEM, J.P. et CHARBONNEL, J. M.

1993
Précarité et risque d'exclusion en France.
 Paris: La Documentation Française, collection "Documents du CERC" n° 109.

PEDRAZZINI, Y.

1994
 "La métropolisation du Venezuela et les barrios de Caracas".
 Thèse de doctorat ès sciences sous la direction de M. Bassand, Lausanne, Département d'Architecture, École Polytechnique Fédérale de Lausanne, novembre.

PEDRAZZINI, Y. et SÁNCHEZ R., M.

1992
Malandros, bandas y niños de la calle: la cultura de urgencia en la metrópoli latinoamericana.
 Valencia y Caracas: Vadell Hermanos.

PEDRAZZINI, Y. et SÁNCHEZ R., M.

1994
 "Vie violente et liens sociaux d'urgence: gangs du Venezuela et des Etats-Unis".
 In Pavageau, J.; Gilbert, Y. et Pedrazzini, Y., eds., *Le lien social et l'inachèvement de la modernité*, Paris: L'Harmattan.

PEDRAZZINI, Y.; ROSSEL, P. et BASSAND, M., eds.

1994
La chance des quartier - récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain.
 Paris, FPH, coll. "Dossier pour un débat".

SÁNCHEZ R., M. et PEDRAZZINI, Y.

1993
 "Tiempos de metrópoli".
 In *Urbana*, Editorial, Caracas, Instituto de Urbanismo, FAU-UCV.

SANSOT, P.

1991
Les gens de peu.
 Paris: PUF.

TOURAINÉ, A.

1984
Le retour de l'acteur.
 Paris: Fayard.

TOURAINÉ, A.

1992
Critique de la modernité.
 Paris: Fayard.

TOURAINÉ, A.; WIEVORKA, M. et DUBET, F.

1984
Le mouvement ouvrier.
 Paris: Fayard.

WACQUANT, L.

1993
 "Banlieues françaises et ghetto noir américain. Eléments de comparaison sociologique".
 In Wievorka, M., dir., *Racisme et modernité*, Paris: La découverte.